

DECRET N° 2006- 114 DU 20 MARS 2006

Portant approbation des statuts de l'Office  
National de Soutien des Revenus Agricoles  
(ONS).

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la loi n° 94-009 du 28 juillet 1994 portant création, organisation et fonctionnement des offices à caractères social, culturel et scientifique ;
- Vu** la proclamation le 03 avril 2001 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 mars 2001 ;
- Vu** le décret n° 2006-031 du 27 janvier 2006 portant composition du Gouvernement
- Vu** le décret n° 2004-252 du 04 mai 2005 fixant la structure-type des Ministères ;
- Vu** le décret n° 2005-192 du 14 avril 2005 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- Vu** le décret n° 91-161 du 22 juillet 1991 portant approbation des statuts de la Société Nationale pour la Promotion Agricole (SONAPRA) ;
- Vu** le décret n° 91-169 du 25 juillet 1991 portant création, organisation et fonctionnement du fonds de Stabilisation et de Soutien des Prix des produits Agricoles (F.S.S) ;
- Vu** le décret n° 91-170 du 25 juillet 1991 portant mise en vigueur des règles de Stabilisation et des produits Agricoles ;



**Vu** le décret n° 93-83 du 22 avril 1993 portant rectificatif à l'article 8 du décret n° 91-169 du 25 juillet 1991 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement du Fonds de Stabilisation et de Soutien des prix des Produits Agricoles (F.S.S.) ;

**Vu** le décret n° 96-75 du 02 avril 1996 portant approbation des statuts de l'Office National de Stabilisation et de Soutien des Prix des Produits Agricoles (ONS) ;

**Sur** rapport du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 08 mars 2006 ;

**D E C R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont approuvés, les Statuts de l'Office National de Soutien des Revenus Agricoles (ONS) tels qu'ils figurent en annexe à ce décret.

**Article 2** : Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

**Article 3** : Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et le Ministre des Finances et de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.-

Fait à Cotonou, le 20 mars 2006

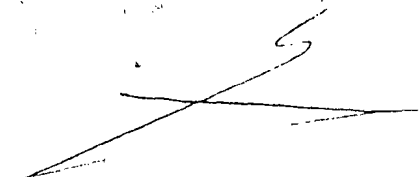
Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

  
**Mathieu KEREKOU.-**

Le Ministre d'Etat chargé de la Planification  
et du Développement,

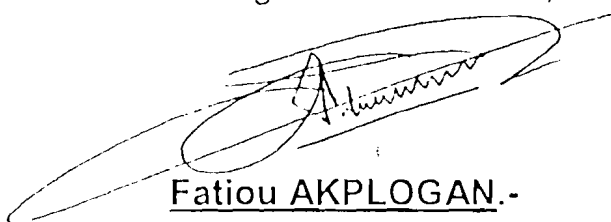
  
**Zul Kifi SALAMI**

Le Ministre des Finances  
et de l'Economie,



Cosme SEHLIN.-

Le Ministre de l'Agriculture,  
de l'Elevage et de la Pêche,



Fatiou AKPLOGAN.-

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MECPD 4 MFE 4 MAEP 4  
AUTRES MINISTERES 19 SGG 4 DGBM-DCF-DGTCP-DGID-DGDDI 5 BN-DAN-DLC  
3 GCOMB-DCCT-INSAE 3 BCP-CSM-IGAA 3 UAC-ENAM-FADSEP 3 UNIPAR-FDSP  
02 ONS 02 JO 1.

**STATUTS**

**TITRE I : DE LA DÉFINITION, DE L'OBJET SOCIAL, DU SIÈGE SOCIAL,  
DE LA DURÉE, DU FONDS DE DOTATION.**

**ARTICLE 1 :**

L'Office National de Stabilisation et de Soutien des Prix des Produits Agricoles, créé par décret 96-75 du 02 Avril 1996 se dénomme désormais Office National de Soutien des Revenus Agricoles (ONS).

**ARTICLE 2 :**

L'ONS est un office à caractère social et scientifique. Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

**ARTICLE 3 :**

L'ONS est régi par la loi n° 94-009 du 28 juillet 1994 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des offices à caractère social, culturel et scientifique et soumis aux dispositions des présents statuts.

Sous réserve des dispositions de la loi n° 94-009 du 28 juillet 1994, il exerce ses activités conformément aux lois et usages régissant le fonctionnement des offices d'Etat.

**ARTICLE 4 :**

L'ONS, du fait de son objet et de la finalité de ses activités, est placé sous la tutelle du Ministère chargé de l'Agriculture.

**ARTICLE 5 :**

Le siège social de l'ONS est fixé à Cotonou, chef-lieu du département du Littoral, il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décision du Conseil des Ministres saisi par le Ministre chargé de l'Agriculture, sur proposition motivée du Conseil d'Administration.

**ARTICLE 6 :**

L'ONS a pour objet d'assurer le soutien interne et la sécurisation des revenus agricoles des producteurs.

A ce titre, il est chargé de :

- élaborer pour chaque filière agricole d'exportation, de concert avec les acteurs, le mécanisme de soutien interne aux revenus du producteur,
- veiller à l'application des règles de soutien interne aux revenus du producteur,
- veiller au fonctionnement des mécanismes de fixation et de garantie aux producteurs d'un prix plancher au regard des règles de soutien interne aux revenus en vigueur pour les filières concernées,



- déterminer les prix de cession de référence des intrants et les prix d'achat de référence des produits agricoles d'exportation pour servir de base pour l'homologation des prix par le Gouvernement,
- créer et exploiter une banque de données sur les filières agricoles d'exportation,
- organiser et promouvoir la prévoyance agricole,
- initier et appuyer toute action visant à promouvoir un financement agricole approprié,
- informer et inciter les opérateurs économiques afin d'accroître l'investissement pour le développement des filières agricoles d'exportation

Les fonctions qui découlent de ces attributions sont les suivantes :

- le soutien interne aux revenus du producteur,
- la promotion de la prévoyance agricole,
- l'appui à la recherche de financement,
- le contrôle des performances au niveau des filières agricoles

#### **ARTICLE 7 :**

La durée de vie de l'ONS est de 99 ans à compter de la date de sa création, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation décidée par le Conseil des Ministres, saisi par le Ministre chargé de l'Agriculture, sur proposition du Conseil d'Administration.

#### **ARTICLE 8 :**

La dotation initiale de l'ONS d'un montant de un milliard (1 000 000 000) de francs CFA est entièrement libérée.

Elle pourra être augmentée par incorporation des excédents mis en réserve, ou par dotation budgétaire décidée dans le cadre de la loi des finances, sur proposition du Ministre chargé de l'Agriculture.

Sur décision de son Conseil d'Administration, l'Office pourra recevoir des dons et legs conformément à la législation en vigueur. Le capital sera alors augmenté au franc pour franc du montant de ces dons et legs.

#### **ARTICLE 9 :**

Pour la réalisation de son objet, l'ONS peut recevoir, outre le Fonds de dotation:

- les réserves constituées pour le soutien du revenu du producteur,
- les subventions,
- les produits de placement,
- les dons et legs,
- autres produits,

#### **ARTICLE 10 :**

Les réserves constituées pour le soutien des revenus des producteurs, sont affectées exclusivement à cette fin.



#### **ARTICLE 11 :**

Les réserves générées par une filière donnée seront utilisées intégralement pour les besoins de soutien des revenus des producteurs de cette filière.

#### **ARTICLE 12 :**

Les produits de placement des réserves générées par l'ensemble des filières, de même que les divers intérêts et commissions sont affectés au développement des filières et au fonctionnement de l'ONS.

#### **ARTICLE 13 :**

Les revenus, les biens et autres actifs de l'ONS ainsi que les opérations qu'il réalise en République du Bénin, dans le cadre de son objet, sont exonérés de tous droits, impôts et taxes.

### **TITRE II : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **ARTICLE 14 :**

Le Conseil d'Administration est l'organe suprême de l'ONS. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'ONS.

Le Conseil d'Administration exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social de l'ONS.

#### **ARTICLE 15 :**

Le Conseil d'Administration de l'ONS comprend :

- un Représentant du Ministre chargé de l'Agriculture, Président,
- un Représentant du Ministre chargé du Plan,
- un Représentant du Ministre chargé des Finances,
- un Représentant du Ministre chargé du Commerce,
- deux Représentants des sociétés d'exploitation des filières,
- deux Représentants des producteurs, désignés à travers la chambre d'Agriculture après consultation des structures filiales.
- un Représentant du personnel de l'ONS,

#### **ARTICLE 16 :**

Les administrateurs sont nommés par décret, sur proposition des structures qu'ils représentent.



L'administrateur représentant le personnel est élu par celui-ci.

En cas de vacance par décès, par démission ou par mutation du siège d'un membre, l'autorité ayant proposé la nomination de celui-ci pourvoit par arrêté dans un délai de trente (30) jours à son remplacement pour la durée du mandat restant à courir. L'autorité de tutelle, par arrêté, constate cette nomination.

Le Directeur Général de l'ONS agit en qualité de rapporteur du Conseil d'Administration. Il assiste aux réunions du Conseil avec voix consultative.

## **ARTICLE 17 :**

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Office et faire ou autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet.

Il a notamment les pouvoirs suivants dont l'énumération n'est pas limitative:

- il définit la politique générale de l'Office en conformité avec les objectifs définis dans le plan de développement économique et social du Pays, la politique agricole et le schéma directeur.
- il s'assure de la cohérence des différentes composantes de cette politique et en contrôle l'application,
- il reçoit directement la communication des rapports trimestriels et annuels des Commissaires aux Comptes et délibère à leur sujet,
- sur proposition du Directeur Général dans les délais fixés par la loi, le Conseil d'Administration examine et approuve chaque année :
  - \* l'étude prévisionnelle sur les perspectives d'activité de l'Office pour l'exercice suivant,
  - \* le budget de l'ONS,
  - \* les comptes de gestion et le rapport d'activités de l'ONS,
  - \* les orientations générales en matière d'abondement ou de soutien au revenu des producteurs, d'investissement au sein des filières, et contrôle leur mise en application,
- il rend compte de ses travaux directement et simultanément au Ministre chargé de l'Agriculture et au Ministre chargé du Contrôle et de l'Audit des Offices d'Etat et leur soumet une utilisation des excédents de l'exercice écoulé conformément à la loi et en tenant compte des besoins de financement de l'Office,
- il propose au Ministre Chargé de l'Agriculture, par un rapport motivé toutes modifications aux statuts qui lui paraissent utiles ou indispensables pour assurer le bon fonctionnement ou le développement de l'Office, notamment :
  - \* extension ou restriction de l'objet social,
  - \* déplacement du siège social,
  - \* modification de la dotation,
- il autorise :
  - \* toutes acquisitions, échanges et aliénations de biens meubles et immeubles. Toutefois, il ne peut procéder à la vente de fonds de commerce dont l'exploitation constituerait l'objet social,
  - \* toute participation dans toute société béninoise ou étrangère ayant un objet social similaire ou connexe à l'objet du présent Office,





- \* tous emprunts quelconques, sans limitations de sommes, de la manière et aux conditions qu'il juge convenables,
- \* toutes hypothèques, tous nantissements, délégations cautionnements, avals et autres garanties mobilières et immobilières sur tous les biens de l'Office,
- \* toutes actions judiciaires, tant en demande qu'en défense,
- \* tous traités, transactions, compromis, acquiescements et désistements.

- il approuve pour chaque filière la réserve à constituer,

- il autorise le niveau de soutien à accorder aux filières déficitaires,

- il autorise le recours éventuel aux emprunts nécessaires pour le soutien et approuve le remboursement sur les ressources de l'ONS,

- il propose tous les ans à l'autorité compétente, les prix de référence pour homologation des prix d'achat aux producteurs pour chaque produit ainsi que les prix de cession des intrants,

- il propose les filières à admettre à la stabilisation,

- il approuve, si besoin est, tout projet d'octroi de garantie par l'ONS pour les emprunts contractés par les opérateurs de la filière,

- il décide de l'affectation du résultat.

#### **ARTICLE 13:**

Le Conseil d'Administration définit dans un règlement intérieur les pouvoirs qu'il délègue au Directeur Général.

Toutefois, il ne peut déléguer ses pouvoirs en matière de :

- élaboration et définition de la politique générale de l'Office,

- approbation de l'étude prévisionnelle et des budgets annuels,

- approbation des comptes spéciaux annuels,

- autorisation de cession éventuelle d'actifs immobiliers par nature ou par destination, dont il doit expressément fixer le prix et les modalités,

- autorisation d'emprunts à court, moyen et long termes à solliciter auprès du Trésor public, ou des institutions bancaires ou financières, publiques ou privées, nationales, internationales ou étrangères,

- autorisation de nantissements, hypothèques ou autres garanties, d'une manière générale tous avals donnés par l'Office sur son patrimoine ou son Fonds de commerce,

- autorisation de prise de participation, de création de société.

#### **ARTICLE 19:**

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois que nécessaire, en tout cas au moins deux fois par an :

- une fois dans les trois mois précédant la fin de l'exercice pour examiner le programme d'activités et le budget de l'exercice à venir,
- une fois dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice pour examiner et approuver les comptes et décider de l'affectation des excédents.

#### **ARTICLE 20:**

Le Conseil d'Administration est convoqué par son Président au minimum quinze jours francs avant la date prévue pour sa tenue. La convocation précise l'ordre du jour.

Nul ne peut se faire représenter au Conseil d'Administration. Seuls les membres présents délibèrent et votent les résolutions. Le Conseil siège valablement si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, un constat de carence est adressé aussitôt au Ministre de tutelle et une nouvelle réunion est convoquée dans les quinze jours, sur le même ordre du jour.

L'absence du Président n'empêche pas la tenue du Conseil d'Administration si le quorum est atteint; le Conseil désigne alors en son sein un Président de séance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents, et constatés par le procès-verbal inscrit sur un registre spécial numéroté, signé et daté par le Président de séance. En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

Un rapport circonstancié des délibérations du Conseil doit être adressé dans les huit (8) jours directement au Ministre de tutelle accompagné de toutes les pièces qui ont servi de support aux délibérations.

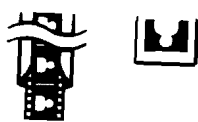
#### **ARTICLE 21:**

La majorité des membres du Conseil d'Administration peut demander au Président la tenue d'une réunion. Cette réunion doit être convoquée sur un ordre du jour précis et se tenir dans un délai maximum de quinze (15) jours après la réception de la requête par le Président.

#### **ARTICLE 22:**

Les administrateurs perçoivent en rémunération de leurs activités à titre de jeton de présence, une indemnité fixée par le Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé du Contrôle et de l'audit des Entreprises Publiques et Semi-publiques en fonction des résultats et du niveau des activités de l'Office.

Le montant de ces jetons de présence est porté aux charges d'exploitation et versé aux membres du Conseil d'Administration qui ont effectivement participé aux réunions.



#### **ARTICLE 23:**

Les conventions passées entre l'ONS et l'un quelconque des Membres du Conseil d'Administration doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil.

De même, les conventions passées entre l'ONS et une entreprise dans laquelle l'un des Membres du Conseil d'Administration est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou Directeur, doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil qui avertit les Commissaires aux comptes.

L'autorisation préalable n'est cependant pas requise pour les opérations portant sur des activités normales et courantes conclues à des conditions normales.

Il est interdit aux Membres du Conseil d'Administration de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de l'ONS, de se faire consentir par lui un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par lui leurs engagements envers des tiers.

#### **ARTICLE 24:**

Les Membres du Conseil d'Administration, en raison de leur engagement, ne contractent aucune obligation personnelle ni solidaire, relative aux engagements de l'ONS. Sauf application de la loi, ils ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

### **TITRE III: DE LA DIRECTION GENERALE ET DU COMITÉ DE DIRECTION.**

#### **ARTICLE 25:**

L'ONS est dirigé par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'agriculture et après avis du Conseil d'Administration et du Ministre chargé du Contrôle et de l'Audit des Entreprises Publiques et semi-publiques. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions. Le Directeur Général est aidé dans ses tâches par des Directeurs Techniques.

#### **ARTICLE 26:**

Les Directeurs Techniques sont nommés par note de service du Directeur Général après avis du Ministre Chargé de l'agriculture. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions.

#### **ARTICLE 27:**

La gestion quotidienne de l'Office est assurée par le Directeur Général qui dispose à cet effet des pouvoirs les plus étendus, définis par le règlement intérieur conformément aux dispositions de l'article 18 ci-dessus.

Notamment:



- il assure l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration à qui il rend compte et qui le contrôle,
- il met en oeuvre les décisions prises dans le cadre des dispositions de l'article 21 ci-dessus,
- il élabore le budget et les états financiers de l'Office,
- il exerce les fonctions d'ordonnateur du budget de l'ONS et veille à son exécution tant en recettes qu'en dépenses,
- il met en place les procédures comptables, financières et administratives nécessaires à la gestion de l'Office,
- définit l'organigramme de l'ONS, et les tâches de chacun des cadres et employés,
- il assure la gestion des ressources humaines nécessaires à la bonne marche de l'ONS, en conformité avec la réglementation en vigueur,
- il a autorité sur tous les personnels employés par l'Office,
- il représente valablement l'ONS vis-à-vis des tiers dans la limite des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration,
- il représente l'Office en justice,
- il détermine, en accord avec les travailleurs et conformément aux textes réglementaires, aux conventions collectives, aux protocoles d'accord et aux recommandations du Conseil d'Administration, les salaires, appointements, indemnités, primes et avantages divers du Personnel de l'Office,
- il assiste aux réunions du Conseil d'Administration avec voix consultative.

#### **ARTICLE 28:**

Dans le cadre des pouvoirs de gestion quotidienne exercée par le Directeur Général, sont expressément entendus :

- la définition de l'organigramme de l'Office et la définition des tâches de chacun des cadres, employés et ouvriers de l'Office,
- la fixation de l'effectif nécessaire à la bonne marche de l'Office, y compris les arbitrages entre personnels occasionnels et permanents,
- l'embauche et le licenciement de ces personnels dans le respect de la réglementation en vigueur, à l'exception des personnels dont la nomination est prévue par voie légale ou réglementaire,
- la détermination conformément aux conventions collectives et aux textes réglementaires, des salaires, appointements, indemnités, primes et avantages divers consentis à ces personnels à l'exception de ceux dont la nomination est prévue par décret.



- l'organisation comptable et administrative de l'Office, en particulier la mise en place de la comptabilité analytique et des tableaux de bord,
- l'organisation commerciale de l'Office, en particulier la détermination des prix de vente dans le respect de la réglementation en vigueur et en tenant compte autant que possible de la loi du marché,
- l'organisation technique de l'Office, et l'organisation des stockages et de la production, dans le respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité,
- l'organisation et le contrôle des achats et de leurs procédures.

#### **ARTICLE 29:**

Le Directeur Général peut demander au Président du Conseil d'Administration la tenue d'une réunion du Conseil. Celle-ci doit être convoquée sur un ordre du jour précis et se tenir dans un délai maximum de quinze (15) jours après réception de la requête par le Président.

#### **ARTICLE 30:**

Le Directeur Général est responsable du développement de l'Office dans le cadre de la politique générale définie par le Conseil d'Administration.

A cet effet, il adresse chaque année et soumet à l'approbation du Conseil d'Administration au plus tard trois (3) mois avant la fin de l'exercice une étude prévisionnelle sur les perspectives d'activités pour l'exercice suivant.

Cette étude doit être menée en conformité avec les dispositions de la loi 94-009 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Offices d'Etat

#### **ARTICLE 31:**

Le Comité de Direction est un organe consultatif obligatoire. Il est composé comme suit :

- |               |                            |
|---------------|----------------------------|
| - Président:  | Directeur Général,         |
| - Rapporteur: | Représentant du personnel, |
| - Membres:    | Directeurs Techniques.     |

#### **ARTICLE 32:**

Le Comité de Direction est consulté pour les décisions importantes telles que le budget, les états financiers de fin d'exercice et la politique générale de l'ONS.

Il peut également être consulté sur toutes affaires que le Directeur Général de l'ONS lui soumet.

Il est réuni à la diligence du Directeur Général de l'ONS qui lui soumet un ordre du jour.

Il peut également être saisi par la majorité absolue de ses membres.



Dans tous les cas, l'ordre du jour doit être précis et communiqué au préalable à tous les membres.

## **TITRE IV : DE L'ANNÉE SOCIALE, DES COMPTES SOCIAUX**

### **ARTICLE 33:**

Trois mois au moins avant la fin d'un exercice, il est établi par le Directeur Général de l'Office, conformément au Plan Comptable National, des comptes prévisionnels et un budget d'investissement prévisionnel ainsi qu'une étude prévisionnelle complète sur les perspectives d'activités pour l'exercice à venir.

### **ARTICLE 34:**

Le Conseil d'Administration est réuni à la diligence de son Président pour étudier ces comptes, les entériner ou les faire modifier de telle sorte que le programme d'action de l'exercice suivant soit complètement défini et rédigé au plus tard quinze (15) jours avant la fin de l'exercice en cours.

Ces documents examinés par le Conseil d'Administration ainsi que les programmes d'action prévisionnels acceptés par ledit Conseil sont transmis quinze (15) jours avant la fin de l'exercice en cours au Ministre chargé de l'Agriculture et au Ministre chargé du Contrôle et de l'Audit des Entreprises publiques et semi-publiques.

### **ARTICLE 35:**

Les comptes d'exploitation prévisionnels et le budget d'investissement prévisionnel constituent le budget général de l'Office.

Au cours de l'exécution de ce budget, aucune dépense ne peut être autorisée si elle n'a pas fait l'objet d'une inscription préalable et si les fonds ne sont pas disponibles.

A la fin de chaque trimestre, le Directeur Général dresse un rapport qu'il transmet au Conseil d'Administration pour rendre compte de l'état d'exécution du budget général.

### **ARTICLE 36:**

La comptabilité de l'Office est tenue conformément aux dispositions du Plan Comptable National. Il sera tenu des comptes séparés par produit agricole soutenu.

A la clôture de chaque exercice, le Directeur Général établit un inventaire de tous les éléments du patrimoine de l'ONS, les tableaux de synthèse prévus par le Plan Comptable National ainsi que le rapport d'activités.

### **ARTICLE 37:**

L'année sociale commence le 1er Janvier et prend fin le 31 Décembre



## **ARTICLE 38:**

Dans un délai de deux mois après la clôture de l'exercice, le Directeur Général adresse au Président du Conseil d'Administration les tableaux de synthèse et le rapport d'activités.

Ces documents sont également transmis aux Commissaires aux comptes qui disposent d'un mois pour les examiner, les certifier et faire leur rapport.

Dès réception du rapport des Commissaires aux Comptes, le Directeur Général en adresse copie au Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration se réunit avant la fin du quatrième mois qui suit la fin de l'exercice pour procéder à l'approbation des comptes arrêtés par le Directeur Général et contrôlés par les Commissaires aux comptes.

## **TITRE V : DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

### **ARTICLE 39:**

Près de l'ONS, sont placés deux Commissaires aux comptes remplissant les fonctions légales et nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques.

Les Commissaires aux Comptes exécutent leur mission conformément aux textes en vigueur.

Ils procèdent au moins deux fois par an à une vérification approfondie des comptes de trésorerie tels qu'établis par le Directeur Général de l'ONS, et au moins une fois par an à une vérification approfondie de tous les comptes de l'ONS.

Ils adressent leur rapport directement et simultanément au Directeur Général de l'ONS, au Ministre de tutelle et au Ministre chargé de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques.

En cas de désaccord entre les Commissaires aux Comptes, chacun d'eux présente un rapport séparé.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement de l'un ou des deux Commissaires aux Comptes, il est procédé d'urgence à la nomination du ou des nouveaux Commissaires aux Comptes dans les conditions définies ci-dessus.

Les Commissaires aux Comptes ont droit à une rémunération fixée par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé des Entreprises Publiques et Semi-Publiques, en fonction de l'ampleur de la tâche et de la complexité des missions. Cette rémunération est prise en compte par l'ONS.



## **TITRE VI: DE LA TRANSFORMATION ET DE LA DISSOLUTION DE L'OFFICE NATIONAL DE SOUTIEN DES REVENUS AGRICOLÉS**

### **ARTICLE 40:**

Sur rapport motivé du Directeur Général de l'ONS, le Conseil d'Administration peut proposer au Ministre de tutelle la modification du statut juridique de l'Office National de Soutien des Revenus Agricoles.

La proposition doit être soumise au Ministre de tutelle et au Ministre chargé de l'inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques qui saisiront conjointement le Conseil des Ministres.

Un décret pris en Conseil des Ministres précise les modalités de la transformation.

### **ARTICLE 41:**

La dissolution de l'Office National de Soutien des Revenus agricoles (ONS) est décidée par le Conseil des Ministres soit spontanément, soit sur avis du Directeur Général et du Conseil d'Administration, notamment dans les cas suivants :

- l'intervention de l'État n'est plus nécessaire pour la poursuite de l'objet de l'ONS.
- l'ONS est devenu, du fait des pertes des filières des produits soutenus, insolvable et aucune perspective réaliste de redressement n'est plus possible.

### **ARTICLE 42:**

En cas de dissolution, le Ministre chargé du Contrôle et de l'Audit des Entreprises Publiques et Semi-Publiques ou le Président du Tribunal, saisi sur requête, désigne un liquidateur, lequel doit, conformément à la réglementation en vigueur en matière de liquidation :

- inventorier et arrêter l'actif et le passif exigible de l'ONS,
- réaliser dans les meilleures conditions possibles les actifs de l'ONS et assurer les encaissements correspondants,
- répartir au marc le franc et jusqu'à concurrence du passif exigible, l'actif ainsi réalisé entre les différents créanciers constitués en masse solidaire,
- reverser la soulte, s'il y en a, à l'Etat,
- déclarer et faire homologuer par le Président du Tribunal la fin des opérations de liquidation.